

Association A.D.E.S. EUROPE

Lieu-Dit "Le Pitarlet"

09160 PRAT-BONREPAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

• EXPERTISE COMPTABLE

• AUDIT & CAC

• JURIDIQUE

• PATRIMOINE

• INFORMATIQUE

• PAIE

• RH & SOCIAL

• FINANCEMENT

À l'Assemblée Générale de l'association A.D.E.S. EUROPE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association A.D.E.S. EUROPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe « Note N°B3 : CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE » et sur les provisions constatées sur l'exercice telles qu'exposées dans l'annexe des comptes annuels au paragraphe « C. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN – 3. PROVISIONS ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport de gestion du Conseil d'Administration ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R.612-2 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Toulouse
Le 16/06/2026

Signé par Stéphane Klutsch
Le 16 juin 2026



doc_xM4A
tx_xyOxBIKy6egB

Stéphane KLUTSCH

**@ec Audit
Associé
Commissaire aux Comptes**

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Association pour le Développement Economique et Social en Europe

Siège Social

Lieu dit « Le Pitarlet » RN 117

09160 PRAT-BONREPAUX

☎ 05 61 96 27 27

✉ contact@adeseurope.fr

www.adeseurope.fr

ADES EUROPE

Association loi 1901

Lieu-dit « Le Pitarlet »

RN 117

09160 PRAT-BONREPAUX

SOUS-PREFECTURE DE SAINT-GIRONS N°W093000628

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



Affiliée à la Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant (CNAPE).
Association reconnue d'utilité publique agréée association nationale d'éducation populaire gestionnaire d'Etablissements agréés par le Ministère de la Justice, les Conseils Départementaux de l'Ariège et de la Haute-Garonne, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population de l'Ariège et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Haute-Garonne.

SITUATION PATRIMONIAL – BILAN

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement (I)	25 928	16 157	9 771	
Actif immobilisé		-	-	
Immobilisations incorporelles			-	
Frais de développement			-	
Donations temporaires d'usufruit			-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	39 729	37 672	2 057	1 329,11
Autres immobilisations incorporelles			-	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	
Immobilisations corporelles			-	
Terrain	441 831		441 831	441 830,58
Constructions	12 433 452	2 988 746	9 444 705	4 682 134,49
Installations techniques, matériel et outillage industriel	717 165	353 133	364 032	191 225,07
Autres immobilisations corporelles	1 396 741	779 523	617 218	431 849,28
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	143 656		143 656	4 170 925,91
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés			-	
Immobilisations financières			-	
Participations	8 356		8 356	8 361,00
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	33 302	31 034	2 268	2 268,21
Prêts	529		529	529,00
Autres immobilisations financières	76 673		76 673	75 051,65
TOTAL II	15 291 433	4 190 108	11 101 325	10 005 504
Actif circulant		-	-	
Stocks et en cours			-	
Créances			-	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 729 042		1 729 042	1 423 186,00
Créances reçues par legs ou donations			-	
Autres créances	226 837		226 837	185 054,00
Charges constatées d'avance	38 432		38 432	35 066,17
Valeurs mobilières de placement	315 469	1 630	313 839	313 838,82
Instruments financiers à terme et jetons détenus			-	
Disponibilités	9 737 840		9 737 840	8 975 010,36
TOTAL III	12 047 619	1 630	12 045 989	10 932 155
Frais d'émission des emprunts (IV)			-	
Primes de remboursement des emprunts (V)			-	
Ecart de conversion Actif (VI)			-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	27 364 980	4 207 895	23 157 085	20 937 660



PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	1 003 054	961 628
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	244 165	244 165
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	5 691 563	5 243 330
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	5 691 563	5 243 330
Autres		
Report à nouveau	1 711 533	2 019 901
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	918 558	1 319 070
Excédent ou déficit de l'exercice	341 852	184 900
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales</i>	378 696	35 256
Situation nette (sous total)	8 992 167	8 653 924
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	4 053 348	4 177 283
Provisions réglementées	496 994	470 799
TOTAL I	13 542 509	13 302 006
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	213 318	231 165
TOTAL II	213 318	231 165
PROVISIONS		
Provisions pour risques	270 643	
Provisions pour charges	188 317	205 100
TOTAL III	458 960	205 100
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	4 822 902	3 074 007
Emprunts et dettes financières diverses	10 395	11 835
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	503 905	462 492
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 746 707	2 208 217
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	155 509	426 427
Autres dettes	669 125	641 506
Produits constatés d'avance	33 754	374 904
TOTAL IV	8 942 297	7 199 389
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	23 157 085	20 937 660



SITUATION PATRIMONIAL – COMPTE DE RESULTAT

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16	16
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>		
Ventes de prestation de service	1 293 823	1 228 436
<i>Dont parrainages</i>		
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	1 163 950	1 084 005
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	19 028 494	17 203 512
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	17 893 909	16 234 193
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	1 440	2 623
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	16 783	155 641
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	28 957	28 298
Autres produits	187 511	268 650
TOTAL I	20 557 024	18 887 176
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	- 169	
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	- 141	1 084
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 678 208	5 489 744
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 013 730	991 931
Salaires	8 706 450	8 098 737
Cotisations sociales	3 312 939	3 181 531
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	804 719	524 377
Dotations aux provisions	270 643	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	7 500	9 900
Autres Charges	300 062	293 555
TOTAL II	20 093 941	18 590 859
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	463 084	296 316
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	36 490	32 022
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL III	36 490	32 022



CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	131 527	83 464
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL IV	131 527	83 464
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	- 95 037	- 51 442
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	368 047	244 875
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		141 129
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	26 195	201 103
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	- 26 195	- 59 974
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	20 593 514	19 060 327
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	20 251 662	18 875 426
EXCEDENT OU DEFICIT	341 852	184 900
Dont des activités sociales et médico-sociales	378 696	35 256
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	- 15 870	- 37 200
Prestations en nature	- 19 791	- 32 587
Bénévolat		
TOTAL	- 35 661	- 69 787
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services	19 791	32 587
Prestations		
Personnel bénévole	15 870	37 200
TOTAL	35 661	69 787



ANNEXE

L'Association ADES EUROPE dont le siège social est fixé au Lieu-Dit Le Pitarlet 09160 PRAT BONREPAUX présente les caractéristiques suivantes :

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 23 157 084.85€.

Le résultat net comptable est un excédent de 341 852.17€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 13 avril 2026 par la gouvernance d'ADES Europe.

A. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. OBJET SOCIAL

L'Association a pour but de promouvoir, développer et gérer des projets œuvrant sur le thème de l'insertion et l'intégration des personnes en difficulté.

2. DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

L'association ADES Europe est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'Association pour le Développement Economique et Social en Europe (ADES Europe) regroupe des personnes physiques et morales sur les bases :

- d'une volonté de solidarité et d'aide aux enfants, adolescents et adultes en difficulté,
- du respect de la personne humaine dans toutes ses composantes,
- du rejet du racisme et de la xénophobie,
- d'un engagement militant laïc.

L'Association œuvre tant sur le champ de la protection de l'enfance que sur l'inclusion sociale.

A ce jour, ADES Europe gère 16 établissements et services sur 4 départements (Ariège, Haute-Garonne, Gers et Hautes Pyrénées).

ADES Europe se structure autour d'un siège repéré et rassemble ses établissements autour d'une identité associative.



L'Association assure les fonctions suivantes :

- Centre d'éducation de soins et d'insertion professionnelles pour adolescent(es) et jeunes majeurs recueillis temporaires.
- Centre d'accueil, d'Education et de formation pour tout public en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.
- Centre d'éducation permanente et de formation professionnelle.
- Centre de soins, médical, psychothérapeutique.
- Centre d'accueil de personnes âgées.
- Centre d'accueil de réfugiés Européens.
- Centre d'éducation populaire.
- Centre d'information et de documentation.
- Centre de recherche sur l'inadaptation sociale.
- Centre d'étude et de développement économique.
- Centre Européen d'animation sociale et économique.
- Centre de logement et d'hébergement pour personnes en grandes difficultés et défavorisées.

Et toutes autres structures, établissement ou service permettant d'atteindre les buts de l'Association.



3. MOYENS MIS EN OEUVRE

Pour remplir sa mission et son objet, l'Association met en œuvre par l'intermédiaire ses établissements des dispositifs d'accueils diversifiés, tout en conservant ses spécificités, dans l'intérêt des enfants ou des adultes accueillis. (Hébergement collectif, intermédiaire, individuel, familial, placement à domicile, lieu de vie, pension de famille, hébergement d'urgence...).

L'Association recrute des professionnels engagés : chaque équipe travaille au plus près de l'enfant, en croisant les approches et les regards professionnels pour enrichir sa pratique. Le recrutement, la formation et le partage de bonnes pratiques rendent possible une action pertinente et un positionnement ajusté de l'équipe éducative.

L'Association est insérée dans un environnement local, scolaire, associatif et médical. Elle œuvre pour que chacun trouve des espaces d'épanouissement, d'autonomie et de réussite personnelle par l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs. Elle porte une attention particulière à la question de l'insertion scolaire, professionnelle et sociale en développant réseaux et partenariats sur ces sujets.

L'association ADES Europe a pensé son mode d'organisation afin de pouvoir mettre en œuvre au mieux ses objectifs.

Enfin, l'Association met en place une politique associative soutenue. Cette organisation facilite la réalisation opérationnelle. Cette politique associative permet une fluidité dans la communication et le passage d'information à tous les niveaux des différentes instances et tend vers un fonctionnement plus horizontal que vertical tout en gardant une ligne hiérarchique claire et identifiée.

Sur l'organigramme associatif, quatre strates sont repérables. Celles-ci ne sont pas « étanches ». Différents comités permettent un tuilage entre ces strates qui facilitent l'échange d'information et garantissent une lisibilité sur la mise en œuvre de la politique associative et des actions à mener.

4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

❖ Le Centre d'Hébergement d'urgence Le RELAIS

Le Relais a poursuivi son activité en H24 pendant la période hivernale. Cette structure a déménagé le 3 juillet 2025. La Communauté de Communes Cœurs et Coteaux du Comminges, avec le soutien financier du Conseil Départemental de la Haute-Garonne et des Fonds Européens, s'est engagée dans l'acquisition d'un bâtiment et son extension afin d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux personnes et aux salariés.

❖ L'Espace Accueil

Au-delà de nos missions habituelles, nous avons poursuivi l'accompagnement des déplacés d'Ukraine sur le Couserans par le biais du dispositif de l'intermédiation locative. (Location en diffus).

❖ Le Placement à domicile de l'Ariège

L'année 2025 est une année où ce dispositif a fonctionné en année pleine.

❖ Le Centre Educatif Fermé

Le Centre Educatif Fermé de Clarac a ouvert au mois de juin 2025. Disposant de 12 places, il constitue une alternative à l'incarcération pour de jeunes mineurs de 15 à 18 ans, garçons et filles, en conflit avec la loi, multirécidivistes ou multiréitérants.

Les jeunes sont placés au titre du Code de Justice Pénale des Mineurs (CJPM) pour une durée de 6 mois, et font l'objet d'un contrôle judiciaire, d'un sursis probatoire, d'un placement extérieur ou d'une mesure de liberté conditionnelle.

❖ Les autres dispositifs ont poursuivi leur activité comme l'année 2024.



B. REGLES METHODES COMPTABLES

Note N° B1 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des incidences liées à la 1ère application du règlement ANC 2022-06 ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- Règlement n°2022-06 du 4/11/2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5/06/2014 relatif au PCG ;
- Règlement n°2023-03 du 7/07/2023 modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 ;
- Règlement n°2018-06 du 5/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Règlement n° 2019-04 du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

A la date d'arrêté des comptes, la direction n'a pas connaissance d'incertitude significative qui remette en cause la continuité d'exploitation de l'entité.

NOTE N° B2 : PRECISIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET CHARGES INSCRITS EN RESULTAT EXCEPTIONNEL

En l'absence de précisions sur le traitement comptable des dotations et reprises aux provisions réglementées des associations gestionnaires d'ESSMS, ces dernières ont été laissées le cas échéant en résultat exceptionnel sur les comptes de 2025.

Note N°B3 : CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, les comptes annuels de 2025 sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 du 5 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. L'application de ce règlement a conduit à adapter la présentation de certains postes du bilan et du compte de résultat ainsi que la nomenclature de certains comptes.

Ce changement constitue un changement de méthode comptable résultant de l'application d'un nouveau texte réglementaire.

Les informations comparatives relatives à l'exercice précédent ont été reclassées lorsque cela a été possible afin d'assurer la comparabilité des comptes. Dans le cas où des reclassements sont opérés, le bilan et le compte de résultat de 2024 tels qu'ils ont été arrêtés et publiés sont présentés séparément dans l'annexe des comptes de 2025.

Les principaux changements sont les suivants :

- Les quotes-parts de subvention d'investissement virées au résultat pour un montant de 30K€ comptabilisé sur l'exercice 2024 en produits exceptionnels, l'ont été pour un montant de 197K€ en produits d'exploitation en 2025.
- En comparaison avec 2024, les transferts de charge sur 2025 sont dorénavant comptabilisés en diminution du poste de charge prévu à cet effet, tel est le cas cette année pour les remboursement reçus directement en compensation de charges de personnel. A titre d'information, les transferts de charge de 2024 s'élevaient à 30 K€.

Note N° B4 : GESTION PROPRE ET GESTION CONTROLEE

Les opérations relevant d'un droit de regard des organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle font l'objet d'une comptabilité distincte de celles relevant de la compétence exclusive de



l'Association et de ses instances de direction. Les premières constituent le domaine de la gestion contrôlée, les secondes, celui de la gestion propre.

La situation patrimoniale de l'association est obtenue par agrégation de la gestion propre et de la gestion contrôlée.

Les charges engagées sur une décision de gestion de l'Association sans discussion préalable avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle sont, en cas de refus, comptabilisées au titre de la gestion propre.

- Affectation des résultats des comptes administratifs :

Art. 131-2, Rgt. ANC 2019-04

Lors de l'affectation du résultat, l'entité gestionnaire comptabilise, dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée,
- les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'association.

Les résultats en attente d'affectation : Plus qu'un seul compte 115 « Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales (SMS) sous gestion contrôlée », avec des subdivisions spécifiques :

1150 : Report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée (solde créditeur)

11590 : Report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée (solde débiteur)

11591 : Report à nouveau constitué des charges rejetées des activités SMS sous gestion contrôlée : Les dépenses rejetées dont les recours ne sont pas épuisés à ce jour.

11592 : Report à nouveau constitué des charges et produits des activités SMS sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée (comme les congés payés).

Note N° B5 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement figurent dans les fonds propres sous la rubrique "Subventions d'investissement". Elles sont rapportées aux résultats sur la durée d'amortissement des biens concernés lorsqu'ils sont amortissables ou sur 10 ans au plus dans le cas contraire.

Note N° B6 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Le règlement ANC 2018-06 différencie les subventions des concours publics :

Les concours publics sont les contributions financières apportées par des autorités administratives en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (Rgt. 2018-06, art. 142-9), « Par exemple, sont qualifiés de concours publics (...), les ressources issues de la tarification ou des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS).... ».

Et les distingue des subventions, lesquelles sont attribuées de façon facultative (Rgt. 2018-06, art. 142-8 par référence à l'art. 9-1 de la loi n° 2000-321 créé par l'art. 59 de la loi ESS du 31 juil. 2014).



Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes : subventions d'exploitation ; contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ; ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Toutefois, une spécificité pour les ESSMS permet de faire des fonds dédiés sur les contributions financières des ATC (Autorités de Tarification et de Contrôle) aux ESSMS, si les conditions prévues à l'art. 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites, c'est-à-dire si l'ATC a expressément dédié ce financement à un projet défini :

- sur opérations d'investissement (dont, le retraitement des provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisation en fond dédié à l'investissement) ;
- sur opérations d'exploitation

Note N° B7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les frais d'établissement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent le développement de l'association, mais qui ne peuvent être rapportées à des productions de biens ou services identifiés.

Les frais de recherche et développement correspondent à des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui contribuent au développement de l'association, et qui peuvent être rapportées à des productions à venir de biens ou services identifiés.

Mode et durée d'amortissement :

- Frais d'établissement : linéaire sur 3 à 5 exercices ;
- Frais de recherche et développement : linéaire sur la durée prévue des productions à venir de biens ou services, sans excéder 3 exercices ;
- Logiciels : linéaire sur 3 à 5 exercices.

Note N° B8 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production sous déduction de leur valeur probable de réalisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie d'utilisation estimée des immobilisations.

Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises neuves :

- Installations techniques, matériel et outillages industriels : linéaire sur 5 à 10 ans ;
- Matériel de bureau linéaire sur 5 ans
- Matériel informatique linéaire sur 3 ans
- Mobilier : linéaire de 5 à 10 ans.

Mode et durée d'amortissement des immobilisations acquises d'occasion :

- Linéaire sur la durée de vie restant à courir.



Immobilisations inscrites en dépenses éligibles dans les comptes d'emploi :

Les dépenses éligibles au titre des comptes d'emploi et correspondant à des immobilisations sont enregistrées en totalité en charges de fonctionnement conformément à la convention passée avec les organismes financeurs de contrôle, de tarification ou de tutelle. Une fois le compte d'emploi clos, elles peuvent être réactivées sur les fondements de la réévaluation libre, dans la mesure où elles seront utilisées sur de nouveaux programmes. Le mode et la durée de leur amortissement sont les mêmes que pour les immobilisations acquises d'occasion.

Note N° B9 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat et les frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée de montant de la différence.

Note N° B10 : PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CREANCES

Une provision est comptabilisée lorsque le recouvrement de créances importantes est gravement compromis ou lorsqu'ils font l'objet d'une procédure contentieuse.

Note N° B11 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et les en-cours sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ramenés à leur valeur probable de réalisation, si celle-ci s'avère inférieure.

Note N° B12 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

"Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services".

Nous avons valorisé les contributions des structures sociales, celles d'Espace Accueil et du Relais. Sur l'Espace Accueil, nous avons des contributions en service (maison mise à disposition valorisée par la Mairie) et des contributions en travail (infirmière, médecin psychiatre et assistante sociale du CHAC).

Sur le Relais, nous avons des contributions en service (maison mise à disposition et fluides valorisés par la communauté des communes).

	Charges		Produits
Secours en nature	-	Dons en nature	
Mise à disposition gratuite de biens	19 791	Prestations en nature	19 791
Prestations en nature	-	Bénévolat	15 870
Personnel bénévole	15 870		
TOTAL	35 661	TOTAL	35 661



Note N° B13 : INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Elles sont comptabilisées lors de leur versement.

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée conformément aux principes généralement admis en France, elle ressort à 448 913 € (valeur actuelle probable des indemnités à verser) et a été calculée en fonction de la convention collective des Etablissements et services pour personnes inadaptées et handicapées, et des hypothèses suivantes :

- Augmentation annuelle des salaires : 1% constant pour les cadres et 1% constant pour les non-cadres.
- départ prévu sauf dérogation individuelle : 64 ans pour les salariés cadres et non cadres ;
- taux de rotation du personnel retenu : 5% pour les salariés cadres, 15 % pour les salariés non-cadres;
- taux de progression salariale : 1% pour les salariés cadres, 1% pour les salariés non-cadres ;
- Méthode de calcul retenue : Rétrospective Prorata Temporis.
- taux de mortalité utilisée règlementaire : INSEE 2022-2024.
- Taux de charges sociales patronales : 65% pour les cadres et 50% pour les non-cadres.
- Taux d'actualisation : 3,96 %.



C. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU BILAN

1. IMMOBILISATIONS

Valeurs brutes	Valeurs brutes à l'ouverture	Réévaluation pratique	Acquisitions créations, ...	Virement à un autre poste	Cessions ou mises au rebut	Valeurs brutes à la clôture
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	15 848		10 080			25 928
Frais de recherche et développement	0					0
Donations temporaires d'usufruit	0					0
Concessions, brevets et droits similaires	36 008		3 721			39 729
Autres immobilisations incorporelles	1 996			1 996		0
Immobilisations incorporelles en cours	0					0
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0					0
TOTAL VALEURS BRUTES	53 851	0	13 801	1 996	0	65 657
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	441 831					441 831
Constructions	7 135 125		5 317 827		19 500	12 433 452
Installations techniques, matériel et outillage industriels	511 373		241 310		35 518	717 165
Autres immobilisations corporelles	1 096 593		402 430		102 283	1 396 741
Immobilisations corporelles en cours	4 027 246		1 082 512		5 102 183	7 575
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	143 680		299 377		306 977	136 080
TOTAL VALEURS BRUTES	13 355 847	0	7 343 457	0	5 566 460	15 132 844
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	8 361		6 253		6 258	8 356
Créances rattachées à des participations	0					0
Autres titres immobilisés	33 302					33 302
Prêts	529					529
Dépôts, cautionnement et autres immobilisations financières	75 052		10 171		8 550	76 673
TOTAL VALEURS BRUTES	117 244	0	16 424	0	14 808	118 860

Amortissements et provisions	à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	à la clôture	Amortissements dérogatoires	
					Dotations	Reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	15 848	309		16 157		
Frais de recherche et développement	0			0		
Donations temporaires d'usufruit	0			0		
Concessions, brevets et droits similaires	36 674	998		37 672		
Autres immobilisations incorporelles	0			0		
Immobilisations incorporelles en cours	0			0		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0			0		
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	52 522	1 307	0	53 829	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions	2 452 990	555 256	19 500	2 988 746		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	320 148	68 503	35 518	353 133		
Autres immobilisations corporelles	664 744	189 870	75 091	779 523		
Immobilisations corporelles en cours	0			0		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0			0		
TOTAL AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 437 882	813 629	130 110	4 121 402	0	0
TOTAL ANNUEL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 490 404	814 936	130 110	4 175 231	0	0

2. CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

Mouvements de l'exercice	Montant net à l'ouverture	Augmentations de l'exercice	Dotations aux amortissements	Montant net à la clôture
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	0			0



3. PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
. Provisions pour dotation à la réserve de trésorerie	351 716			351 716
. Provisions pour investissement	0			-
. Provisions pour hausse des prix	0			-
. Provisions pour fluctuation des cours	0			-
. Amortissements dérogatoires	0			-
. Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes	119 083	26 195		145 278
. Autres provisions réglementées				-
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	470 799	26 195	0	496 994
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
. Provisions pour litiges	0	270 643		270 643
. Provisions pour garanties données aux clients	0			-
. Provisions pour pertes sur marchés à terme	0			-
. Provisions pour amendes et pénalités	0			-
. Provisions pour pertes de change	0			-
. Provisions pour pensions et obligations similaires				-
. Provisions pour impôts	0			-
. Provisions pour travaux et renouvellement des immobilisations	0			-
. Provisions pour grosses réparations	155 996			155 996
. Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	0			-
. Autres provisions pour risques et charges	49 104		16 783	32 321
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	205 100	270 643	16 783	458 960
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
. incorporelles	0			-
. corporelles	0			-
. Sur immobilisations				-
. Biens reçus par legs et donations	0			-
. titres de participation	0			-
. titres de placement	31 034			31 034
. autres immobilisations financières	0			-
. Sur stocks et en-cours	0			-
. Sur clients, adhérents, usagers et comptes rattachés	0			-
. Autres provisions pour dépréciation	1 629			1 629
TOTAL DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	32 664	0	0	32 664
TOTAL GÉNÉRAL	708 563	296 838	16 783	988 618
Dont dotations et reprises				
. d'exploitation		270 643	16 783	
. financières				
. exceptionnelles		26 195		

Les provisions pour risques et charges concernent deux contentieux prud'homaux engagés en 2025, l'un par un ancien salarié cadre et l'autre par un ancien salarié non-cadre. Les montants provisionnés ont été déterminés à partir des demandes formulées par les requérants et de l'analyse des conseils juridiques de l'association. Les procédures étant en cours à la date de clôture, l'échéance des décaissements éventuels et le montant définitif des condamnations restent incertains.

4. ETAT DES CREANCES

C.4) ÉTAT DES CRÉANCES				
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
IV.1) SUR ACTIF IMMOBILISÉ				
. Créances rattachées à des participations	41 658	41 658		
. Prêts	529	529		
. Autres immobilisations financières	76 673			76 673
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF IMMOBILISÉ	118 860	42 187		76 673
IV.2) SUR ACTIF CIRCULANT				
. Organismes et usagers douteux ou litigieux	-			
. Autres créances sur les organismes et usagers	1 729 042	1 729 042		
. Créances représentatives de titres prêtés		-		
. Personnel et comptes rattachés	13 253	13 253		
. Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-		
. État et autres collectivités publiques	. Impôts sur les bénéfices	-		
	. Taxe sur la valeur ajoutée	-		
	. Autres impôts, taxes et versements assimilés	-		
	. Divers	107 281	107 281	
. Groupe et associés	4 700	4 700		
. Débiteurs divers (dont produit à recevoir)	101 603	101 603		
. Charges constatées d'avance	38 432	38 432		
TOTAL DES CRÉANCES SUR ACTIF CIRCULANT	1 994 310	1 994 310		-
TOTAL DES CRÉANCES	2 113 171	2 036 497		76 673
. Montant des prêts accordés en cours d'exercice	8 299	. Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice		3 903

5. ETAT DES DETTES



	Montant brut	A un an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles	-			
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. à un an maximum à l'origine				
. à plus d'un an à l'origine	4 804 665	326 360	1 270 195	3 208 111
Emprunts et dettes financières diverses	17 637	17 637		
Fournisseurs et comptes rattachés	503 905	503 905		
Personnel et comptes rattachés	893 233	893 233		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 436 698	1 436 698		
État et autres collectivités publiques				
. Impôts sur les bénéfices	-			
. Taxe sur la valeur ajoutée	-			
. Obligations cautionnées	-			
. Autres impôts, taxes et assimilés	416 777	416 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	155 509	155 509		
Groupe et associés	10 395	10 395		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	669 125	669 125		
Découvert, concours bancaires	600	600		
Produits constatés d'avance	33 754	33 754		
TOTAL DES DETTES	8 942 297	4 463 992	1 270 195	3 208 111
Montant des emprunts souscrits en cours d'exercice	2 027 000	Montant des emprunts remboursés en cours d'exercice		285 596



6. TABLEAU DE VARIATION DE FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	961 628	41 426			1 003 054
Fonds propres avec droit de reprise	244 165				244 165
Ecart de réévaluation					-
Réserves	5 243 330	448 233			5 691 563
dont réserves des activités sociales et médico-sociales	5 243 330	448 233			5 691 563
Report à nouveau	2 019 901	- 308 368			1 711 533
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales	1 319 070	- 400 512			918 558
Excédent ou déficit de l'exercice	184 900	- 184 900	341 852		341 852
dont résultat des activités sociales et médico-sociales	35 256	- 35 256	378 696		378 696
Situation nette (sous total)	8 653 924	- 3 609	341 852	-	8 992 167
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	4 177 283		73 266	197 201	4 053 348
Provisions réglementées	470 799		26 195		496 994
TOTAL	13 302 006	- 3 609	441 314	197 201	13 542 509

7. TABEAU DE VARIATION DE FONDS DEDIES

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
TOTAL	231 165	7 500	25 347	-	-	213 318	33 875
Contribut° financières des autorités de tarificat° ESS	222 465	-	16 844	-	-	205 621	33 875
PYRENE - Provis° règlementée renouvellement immo	33 875					33 875	33 875
CEE - Provis° règlementée renouvellement immo	188 590		16 844			171 746	
	-					-	
Subvention d'exploitation :	8 700	7 500	8 503	-	-	7 697	-
Espace Accueil	8 700	7 500	8 503			7 697	
	-					-	
Sur autres ressources :	-	-	-	-	-	-	-

8. PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	1 294 811
Autres créances	44 479
Trésorerie	315 469
TOTAL	1 654 759

9. CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes des établissements de crédit	17 637
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	256 115
Dettes fiscales et sociales	1 719 754
Autres dettes	270 992
TOTAL	2 264 498



Les créances usagers correspondent principalement à des factures à établir au titre des prises en charge réalisées au cours de l'exercice. Elles feront l'objet d'une facturation au cours de l'exercice suivant.

Les dettes fiscales et sociales correspondent principalement aux charges sociales et fiscales afférentes aux rémunérations du dernier mois de l'exercice exigibles postérieurement à la clôture. Elles

enregistrent également les provisions et charges des congés payés. Ces dettes ont été réglées ou seront réglées à leur échéance normale au cours de l'exercice suivant.

10. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Montant des charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	38 432	33 754
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	38 432	33 754

D. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

1. PRESENTATION DES RESULTATS PAR ETABLISSEMENT

	Résultat comptable	Reprise résultat antérieur	Résultat affecté	Dépenses non opposables	Résultat à affecter
ETABLISSEMENTS DE GESTION PROPRE	51 221	0	51 221	0	51 221
ASSOCIATION	32 197		32 197		32 197
LE RELAIS	5 847		5 847		5 847
ESPACE ACCUEIL	5 571		5 571		5 571
AMARRAGE	5 507		5 507		5 507
LDV CIRLA	2 099		2 099		2 099
ETABLISSEMENTS DE GESTION CONTRÔLÉE	378 696	693 151	1 071 847	8 521	1 080 368
CEF LE VERNET	44 141	-3 062	41 080	57 430	98 510
CE ALBATROS	2 091	60 000	62 091	-2 879	59 212
CER CAIRN	-38 202		-38 202	5 564	-32 637
MECS ESTELAS	297 566	137 500	435 066	-9 397	425 670
MECS PYRENE	-88 937	14 952	-73 985	-17 247	-91 232
MECS TRANSITION	-70 335	233 760	163 425	-24 482	138 943
PAD ESTELAS-TRANSITION	-105 548	250 000	144 452	-1 108	143 344
PAD ARIEGE	9 732		9 732		9 732
SAU GAIA	104 495		104 495	1 423	105 918
SIEGE	213 103		213 103	-784	212 319
SRP	10 591		10 591		10 591
RETRAITEMENTS M22BIS/PCG	-88 065	0	-88 065	0	-88 065
RET RELAIS	-27 502		-27 502		-27 502
RET PYRENE	-60 564		-60 564		-60 564
RET TRANSITION	0		0		0
RET ALB-CAIRN	0		0		0
RET ESTELAS	0		0		0
TOTAL ASSOCIATION	341 852	693 151	1 035 003	8 521	1 043 524



2. TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	341 852	184 900
Reprise du résultat antérieur	693 151	609 979
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	1 035 003	794 879
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 36 844	149 644
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 071 847	645 235

3. TABEAU DES CONCOURS PUBLICS ET DES SUBVENTIONS

	Autorités administratives	Montant
Concours publics		18 079 795
CE ALBATROS	DIRPJJ TOULOUSE	1 421 429
CER CAIRN	DIRPJJ TOULOUSE	1 002 101
LDV CIRLA	DIRPJJ TOULOUSE	403 777
MECS ESTELAS	DIRPJJ TOULOUSE / Conseil Départemental 31 / CD	5 137 131
MECS PYRENE	DIRPJJ TOULOUSE / CD 31 / CD 09 / CD 32	2 692 736
MECS TRANSITION	Conseil Départemental de la Haute-Garonne / DIRPJJ	3 872 134
PAD ESTELAS-TRANSITION	Conseil Départemental de la Haute-Garonne	1 790 293
PAD ARIEGE	Conseil Départemental de l'Ariège	149 689
SRP	DIRPJJ TOULOUSE	63 404
CEF LE VERNET	DIRPJJ TOULOUSE	1 547 100
Subvention d'exploitation		948 699
LE RELAIS	DDETS 31 / CIAS	328 298
ESPACE ACCUEIL	DDETSPP de l'Ariège / Mairie / CD09 / MIDLT	323 767
AMARRAGE	DDETSPP de l'Ariège	35 588
CE ALBATROS	Aide Etat ASP	5 583
CER CAIRN	Aide Etat ASP	1 000
LDV CIRLA	Aide Etat ASP	4 000
MECS ESTELAS	Aide Etat ASP	8 500
MECS TRANSITION	Aide Etat ASP	10 000
SAU	Aide Etat ASP	3 000
PYRENE	Aide Etat ASP	4 000
LDV CIRLA	PJJ SEGUR	27 762
MECS TRANSITION	Quote-part d'investissement	344
LE RELAIS	Quote-part d'investissement	2 667
AMARRAGE	Quote-part d'investissement	377
CER CAIRN	Quote-part d'investissement	19 071
LDV CIRLA	Quote-part d'investissement	8 349
CEF LE VERNET	Quote-part d'investissement	166 393
	TOTAL	19 028 494



4. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Etablissements	Nature	EXERCICE N	EXERCICE N-1
SAU	Activité PJ du SAU - ANRAS	1 000 000	1 000 000
Albatros / SRP	Mise à disposition de personnel	21 529	20 993
PAD	Mise à disposition de personnel	112 895	33 295
ESTELAS	Mise à disposition de personnel	-	718
MECS PYRENE	Prestations CDJ	29 525	24 000
Association / Siège	Produits annexes	14 000	33 000
Structures Sociales	Produits annexes	49 952	-
Structures Sociales	Locations diverses	65 922	116 431
TOTAL		1 293 823	1 228 437

E. INFORMATIONS DIVERSES

1. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

	Lettre d'intention	Sûretés réelles	Cautions	Engagements	TOTAL N 2025	TOTAL N - 1 2024
ENGAGEMENTS DONNÉS						
. Pensions, retraite et obligations similaires du personnel				448 913	448 913	609 077
. Intérêts restant à courir sur emprunts contractés				1 202 135	1 202 135	718 266
. Garanties données sur emprunts contractés		1 807 000		995 000	2 802 000	3 473 013
. Garanties données aux dirigeants					-	-
					-	-
					-	-
TOTAL	-	1 807 000	-	2 646 048	4 453 048	4 800 356
ENGAGEMENTS RECUS						
. Intérêts restant à courir sur prêts consentis					-	-
. Garanties reçues sur emprunts contractés			1 687 077		1 687 077	894 450
. Garanties reçues des dirigeants					-	-
. Plafond de découvert autorisé					-	-
. Plafond d'escompte autorisé					-	-
. Plafond loi Dailly autorisé					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Valeur résiduelle sur crédits-baux immobiliers					-	-
					-	-
TOTAL	-	-	1 687 077	-	1 687 077	894 450
ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES						
. Effets escomptés non échus					-	-
. Loyers restant dus sur crédits-baux mobiliers					-	-
. Loyers restant dus sur crédits-baux immobiliers					-	-
. Loyers restant dus sur baux commerciaux					-	-
. Créances ou cptes courants abandonnés à meilleure fortune					-	-
					-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-



2. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE DURANT L'EXERCICE

	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	210,03
Cadres et ingénieurs	32,82
Total	242,85

3. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
Honoraires afférents à la certification des comptes	67 356
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
TOTAL	67 356



4. INFORMATIONS PRESCRITES PAR LA LOI 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE A L'ENGAGEMENT EDUCATIF

En application de la Loi 2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que le montant global des rémunérations brutes et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés au sens de l'article L. 3111-2 du Code du travail s'élève à 255 426 € pour l'exercice.

5. TRANSACTIONS EN VERTU DE 431.12 DE L'ANC 2018-06

Nous vous informons qu'aucune transaction non habituelle ou conclue à des conditions anormales a été effectuée avec des personnes physiques ou personnes morales.